



PRÉFET DU BAS-RHIN

**Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

du **20 SEP. 2011**

**pris au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement,  
imposant l'étude de la faisabilité du traitement sur site des eaux usées industrielles  
société LANXESS EMULSION RUBBER à LA WANTZENAU**

**Le Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article L 512-20,
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 portant modification des prescriptions d'exploiter la société LANXESS EMULSION RUBBER,
- VU** le courrier du 17 mars 2010 de la Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains de la Communauté Urbaine de Strasbourg,
- VU** le courrier du 05 avril 2011 de la Société LANXESS EMULSION RUBBER,
- VU** le rapport du 6 juin 2011 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 6 juillet 2011,

**CONSIDERANT** la persistance d'un rejet direct au Rhin des effluents pré-traités par l'exploitant,

**CONSIDERANT** l'impossibilité technique de la station d'épuration collective de STRASBOURG – LA WANTZENAU d'accueillir les effluents de la société LANXESS EMULSION RUBBER avant l'année 2012,

**CONSIDERANT** que ce raccordement est conditionné par les conclusions d'un expert et que par conséquent, l'échéance proposée, ainsi que sa faisabilité ne sont pas garantis,

**CONSIDERANT** que le traitement des eaux usées industrielles de la société LANXESS nécessite un traitement biologique en référence aux meilleures technologies disponibles,

**CONSIDERANT** que la faisabilité du traitement biologique sur site a été écartée par l'exploitant sans l'étudier,

**CONSIDERANT** qu'il convient, dans l'attente d'un éventuel raccordement des eaux usées du site à la station d'épuration collective de Strasbourg, de fixer à l'exploitant les remèdes,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Champ d'application**

La société LANXESS EMULSION RUBBER ci-après désignée par : « l'exploitant », dont les installations se situent ZI du Ried, BP7 – 67610 LA WANTZENAU est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Les dispositions des actes administratifs antérieurs demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions introduites par le présent arrêté.

### **Article 2 – Étude de faisabilité du traitement des eaux usées industrielles sur site**

La société LANXESS EMULSION RUBBER est tenue de réaliser et transmettre à l'administration **avant le 30 mai 2012** une étude de faisabilité technico-économique concernant le traitement sur site notamment par voie biologique de ses eaux usées industrielles.

Cette étude, après un descriptif détaillé des divers flux polluants rejetés, comprend une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux performances des meilleures techniques disponibles. Elle présente les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour la réduction et la maîtrise des émissions dans l'eau. Elle comprend un échéancier chiffré de mise en œuvre de ces mesures.

### Article 3 - Dispositions applicables en cas d'infractions ou d'inobservations du présent arrêté

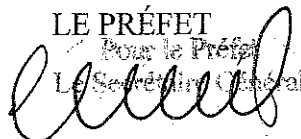
Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

### Article 4 - Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

### Article 5 - Exécution - Ampliation

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
  - Le Sous-Préfet, Secrétaire général chargé de l'arrondissement chef-lieu,
  - Le maire de LA WANTZENAU,
  - Le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
  - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

LE PRÉFET  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
Michel THEUIL

### Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée conformément à l'article R 514-3-1 au Tribunal Administratif de Strasbourg /

- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 1511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou de l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.